

## JEUNESSE ET INÉGALITÉS ENTRE LES SEXES : UNE PROBLÉMATIQUE DEPUIS LE PLUS JEUNE ÂGE ?

### Contexte

Cette nouvelle collection de fiches benchmarking genre vise au partage d'expériences et de bonnes pratiques en matière d'intégration du genre. Le secteur de la solidarité internationale peut se nourrir des réflexions d'autres secteurs associatifs. Le secteur jeunesse a été choisi pour la richesse des pratiques promouvant l'égalité des sexes au sein de ses réseaux. Les membres des associations de jeunes commencent à s'interroger sur l'importance de la mixité et de la parité au sein de leurs activités et de leurs instances. Les associations de jeunes reproduisent-elles les stéréotypes de genre de la société?

### ÉTAT DES LIEUX

#### LA REPARTITION FEMMES-HOMMES

La mixité au sein des métiers et l'accès au pouvoir des femmes sont une préoccupation partagée par les organisations de solidarité internationale (OSI) et par le secteur jeunesse. Les études menées par Animafac (2013), Coordination SUD (2016), et le Réseau Junior Associations (RNJA) (2016) permettent de comparer les deux secteurs.<sup>1</sup>

#### La mixité dans les deux secteurs

La mixité est définie comme la présence de femmes et d'hommes dans un même emploi, une même catégorie professionnelle ou une même activité, sans être forcément paritaire. La mixité apporte une représentation des deux sexes et une diversification de talents. Selon l'étude de Coordination SUD, la part des femmes dans les équipes salariées représente 60 % des OSI, contre 43% de femmes, dans les juniors associations.

Les deux secteurs ont globalement une présence équilibrée des deux sexes. Cependant, pour le RNJA, les jeunes filles sont moins nombreuses que les garçons à profiter du dispositif junior associations (JA). La mixité dans les JA peut varier en fonction du type d'activité de l'association. Par exemple, les associations issues des établissements scolaires sont plus mixtes, les associations sportives, plus masculinisées et les associations du social, du solidaire et de l'animation plus féminisées.

D'autres facteurs, encouragent la mixité des JA, par exemple, l'orientation des politiques de jeunesse de départements et l'expérience des associations.

Pour Animafac, la mixité dépend aussi des secteurs, « d'un côté les associations tournées vers l'autre, le soin et la solidarité, où les



© Animafac

femmes trouvent mieux leur place, et de l'autre côté les associations orientées davantage vers la promotion d'une pratique, les loisirs ou de la défense d'intérêts, plus largement investies par les hommes ».<sup>2</sup>

Pour les deux réseaux des association de jeunes, les femmes demeurent plus présentes dans les associations sociales et de solidarité, ce qui pourrait expliquer leur présence majoritaire par la suite dans les associations de solidarité internationale.

Animafac est un réseau qui s'engage depuis plus de 20 ans pour accompagner les initiatives étudiantes, promouvoir l'engagement et permettre la rencontre entre de nombreux jeunes engagés.

Le Réseau National des Junior Associations est une association qui permet à des jeunes de moins de 18 ans de s'associer pour apprendre et pour mettre en place des projets dans une dynamique associative.

1. Animafac, *les femmes et le pouvoir dans les associations étudiantes*, 2013, Coordination SUD, *Étude état des lieux de l'intégration du genre dans les organisations françaises de la solidarité internationale*, 2016.

POISSON F., PORTE E., *La place des filles dans les juniors associations*, Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP), 2016.

2. Ibid, Animafac, p 13

## La parité dans les deux secteurs et le « plafond de verre »

La parité est définie comme la répartition égalitaire des hommes et des femmes au sein des instances dirigeantes élues et bénévoles. Dans les OSI et dans le secteur jeunesse, il existe désormais une parité femmes-hommes ou filles-garçons dans les conseils d'administration (CA). Cependant, un véritable « plafond de verre » demeure dans les présidences, car les femmes/filles sont encore largement sous-représentées dans les postes de présidence, qui constituent les principales fonctions de représentation des organisations.

Pour les associations membres d'Animafac, les présidences avec plus de 60% des hommes, se concentrent dans les secteurs : sciences & techniques, sports et jeux, accueil d'étudiants internationaux, médias, animation du campus, culture et représentation des étudiants. Les présidences avec plus de 55% des femmes se concentrent dans les secteurs prévention des risques, droits humains, et environnement et développement durable. Cette division sexuée de présidences peut s'expliquer par une reproduction de la répartition traditionnelle des rôles dans la société entraînant « une présence féminine plus importante dans les secteurs tournés vers l'autre »<sup>3</sup>.

Les présidences des associations étudiantes de solidarité internationale d'Animafac sont paritaires (52% H-48% F) face à une majorité masculine au secteur de solidarité internationale (35% F-65% H).

Pour le RNJA, à partir de 14 ans, les filles sont moins nombreuses à être responsables d'une junior association. Cela peut s'expliquer par l'augmentation des organisations non-mixtes composées exclusivement de garçons entre 14-18 ans. D'autre part, contrairement aux associations d'adultes, les filles sont plus présentes dans les postes à responsabilité dans les associations de plus grand taille et avec plus de mixité.

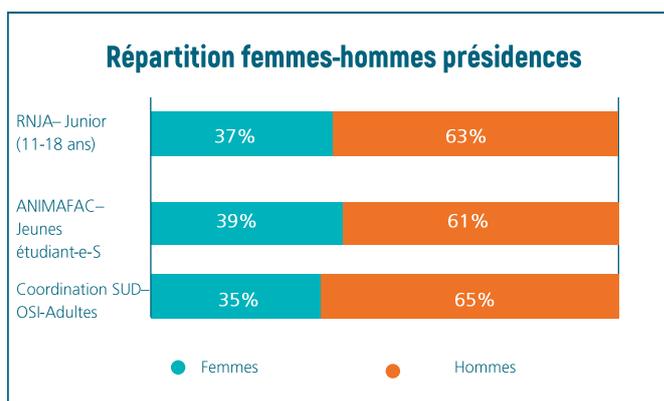
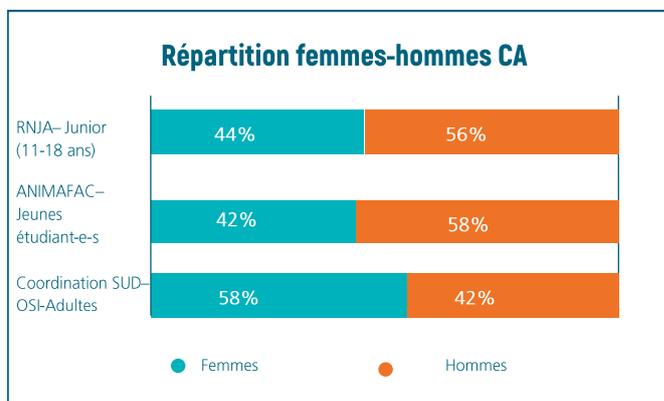
## Le mode de gouvernance est-il un obstacle pour l'accès des filles aux postes à responsabilités?

80% des juniors associations appliquent un système de gouvernance atypique et horizontal, c'est-à-dire des fonctions partagées : co-président-e ; co-responsable. Le système de gouvernance classique peut être perçu par les jeunes comme inégalitaire et moins inclusif. Dans le système classique, les filles occupent notamment les rôles des secrétaires dans le CA, et les garçons les postes de présidents.



Selon l'étude du RNJA, « lorsque les adultes interviennent peu dans le processus d'organisation de la JA, les jeunes adoptent aisément des formes plus collégiales de gouvernance qui favorisent la mixité (lorsque le groupe est déjà mixte). A l'inverse, si on incite les jeunes à choisir des personnes pour les fonctions de présidence, de secrétariat ou de trésorerie, la répartition semble davantage genrée (...) pour les jeunes « prendre des responsabilités » est synonyme de faire ensemble et pour les adultes est bien souvent de « représenter le groupe ».<sup>4</sup>

Pour Animafac, le refus d'une vision traditionnelle de la hiérarchie a été aussi identifiée. « Les rôles traditionnels du CA sont préservés dans la structure des associations étudiantes, mais ils revêtent une signification différente dans le sens où ils ne sont pas drapés d'un prestige particulier en termes de pouvoir de décision (...). Beaucoup d'associations étudiantes mettent en avant la notion de collégialité dans la prise de décision, relie implication concrète et prise de pouvoir et restent centrées sur l'idée de permettre l'implication de chacun-e pour agir concrètement sur un thème identifié »<sup>5</sup>



Même si les associations de jeunes appliquent des modes de gouvernances plus horizontaux, d'autres facteurs empêchent les filles d'arriver aux postes de présidences.

## Quels sont les facteurs qui empêchent les femmes-filles d'être plus présentes dans les poste de présidence?

L'étude de Coordination SUD a démontré que des obstacles personnels et institutionnels continuent de freiner l'accès des femmes aux présidences et plus globalement aux fonctions de représentation. Les OSI en ont pris conscience et font des efforts pour tenter d'équilibrer la participation des femmes, mais des progrès restent à faire.

Selon Animafac, les principaux obstacles pour une représentation plus égalitaire sont en lien avec « les stéréotypes de sexe, la représentation que les femmes ont des responsabilités et du pouvoir, la sous-estimation des compétences et des ressources des femmes ».<sup>6</sup> Les filles peuvent s'autocensurer car elle ne se sentent pas à la hauteur.

Pour les RNJA, « la place de filles est contrainte particulièrement par deux éléments : la collégialité dans la gestions des structures où les adolescentes semblent avoir des rôles plus importants, et les relations de pouvoir entre filles et garçons qui permettent particulièrement de comprendre les tensions qui existent dans la vie des collectifs, en manière de gestion des activités, par exemple ».<sup>7</sup>

3 Animafac, *Vademecum pour l'égalité*, p 17

4. Op.cit, RNJA, p48.

5. Op.cit, Animafac, p 25

6. Ibid., 20

7. Op.cit RNJA, p37

## ÉTUDE DE CAS

### La Ligue de l'enseignement

**Depuis sa création, cette organisation s'est engagée en faveur de l'égalité femmes-hommes en questionnant la place des femmes dans l'éducation. Les actions au sein du réseau ont permis d'interroger la sous-représentation des femmes dans les instances dirigeantes et de cibler la sensibilisation de tous les publics.**

En interne, une enquête et une étude pendant les années 2000 et 2003 ont permis de réaliser un état des lieux sur la place des femmes dans le réseau, suite à cela, des propositions d'action ont été élaborées :

- *Faire évoluer les représentations* : par une sensibilisation, l'attention au quotidien et la mise en place d'un observatoire d'égalité.
- *Agir pour développer l'égal accès aux différentes fonctions associatives* : par la mise en place de mesures relatives au fonctionnement des instances statutaires (par exemple, atteindre l'objectif de 40 à 60% de femmes dans toutes les instances électives du réseau).
- *L'instauration de mesures visant à une meilleure reconnaissance du bénévolat et une meilleure articulation des différents temps de vie* : par exemple, faciliter l'engagement des bénévoles ayant des personnes à leur charge avec le développement de garderies associatives, mise en place d'accueils lors des réunions et démarches

### La bande dessinée de l'association régionale Égalité par éducation

**Situé à Brest, cette association a recueilli la parole de collégiennes et de lycéennes pour écrire et adapter les scénarios de la bande dessinée.**

Cinq thèmes ont été sélectionnés avec les jeunes, en mixant leurs centres d'intérêt et les domaines où s'exercent prioritairement les stéréotypes :

L'image vestimentaire, le sport, les réseaux sociaux, l'orientation scolaire et professionnelle et la relation amoureuse et la sexualité.

### Le Vademecum pour l'égalité par Animafac

**Prendre en compte l'égalité entre les femmes et les hommes dans le fonctionnement de son association**

Un outil a été développé par Animafac pour permettre aux associations étudiantes d'intégrer l'approche genre dans leurs valeurs et dans leurs pratiques. Ce guide répond à une problématique d'inégalité identifiée, et il propose des outils de diagnostic et des leviers de changement pour agir sur cinq axes :

1. La gouvernance
2. La répartition des tâches et l'animation des équipes
3. La répartition de la parole
4. Les activités de l'association
5. La communication

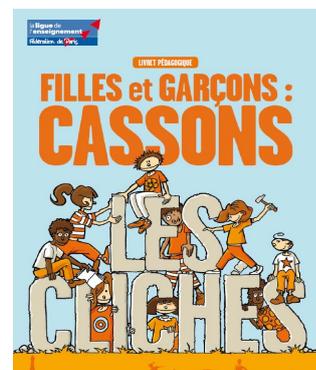
pour rendre possible le remboursement des frais de garde lors des réunions associatives.

- *L'instauration de mesures pour lutter contre les discriminations* : par exemple, la diffusion large et systématique de profils de poste détaillés<sup>8</sup>.

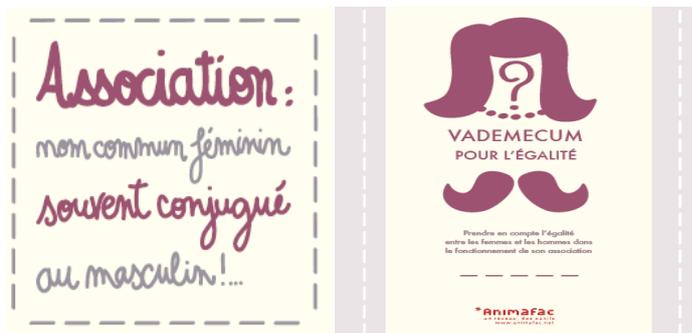
Une campagne d'éducation a ciblé la sensibilisation des enfants et de leur parents et l'accompagnement des enseignant-es et éducateur/trices

La fédération de Paris a initié une campagne d'éducation en 2010 et 2011 avec les classes de cycle 2, où près de 1400 classes et 35000 élèves et des parents ont reçu un accompagnement et un matériel pédagogique.

Cette action a permis de promouvoir des actions d'éducation à la citoyenneté afin de susciter une réflexion sur la question du genre.



**« La volonté est d'éveiller à une prise de conscience de ces expressions tristement banales d'inégalités, afin de mieux les combattre ». - ÉGALITÉ PAR ÉDUCATION -**



8. Union nationale des associations territoriales Retravailler, Délégation Interministérielle à l'innovation sociale et l'Économie Sociale, *Guide d'appui à l'égal accès des femmes et des hommes aux responsabilités dans les associations, l'égalité en pratique dans les associations* pp 62-64.

## Étudiants & Développement - Projet Étudiants et Citoyens

Depuis 2011, l'association de solidarité internationale « Étudiants & développement » mène au Maroc le projet « Étudiants et citoyens » en partenariat avec l'organisation le Carrefour Associatif.

Ce projet a permis de susciter et d'accompagner les dynamiques citoyennes et solidaires des étudiant-e-s marocain-e-s, ainsi que les initiatives franco-marocaines de jeunes. Près de 800 étudiant-e-s ont participé à plus de 50 activités organisées sur la période universitaire sur plus de 10 villes au Maroc (Rabat, Casablanca, Salé, Kénitra, Mohammedia, Fes, Oujda, Agadir, Safi et Taroudant).

Plusieurs collectifs d'étudiant-e-s ont été sensibilisé-e-s à l'égalité femmes-hommes, ce qui a permis d'intégrer le genre comme principe transversal des projets mis en œuvre et dans leur organisation.



© Étudiants et citoyens

## RESSOURCES POUR ALLER PLUS LOIN

### SECTEUR JEUNESSE

#### ➔ Organisations

Animafac, *les femmes et le pouvoir dans les associations étudiantes*, 2013. [Télécharger](#)

Animafac *Vademecum pour l'égalité, prendre en compte l'égalité entre les femmes et les hommes dans le fonctionnement de son association*, 2013. [Télécharger](#)

POISSON F, PORTE E., *La place des filles dans les juniors associations*, Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP), 2016. [Télécharger](#)

### SECTEUR SOLIDARITE INTERNATIONALE

#### ➔ Documents stratégiques pouvoirs publics

Agence Française de Développement, *Cadre d'intervention transversal Genre 2014-2017*. [Télécharger](#)

Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes, *2<sup>e</sup> rapport d'évaluation intermédiaire Genre et développement*, 2016. [Télécharger](#)

Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, *Stratégie Genre et développement 2013-2017*. [Télécharger](#)

#### ➔ Organisations

Coordination SUD, *Étude État des lieux de l'intégration du Genre dans les organisations françaises de la solidarité internationale*, 2016. [Télécharger](#)

➔ Coordination SUD, *Nos actions pour une intégration du genre dans les politiques françaises de développement*, 2017. [Télécharger](#)



Coordination SUD – Solidarité Urgence Développement - est la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale. Fondée en 1994, elle rassemble aujourd'hui près de 170 ONG, dont une centaine via six collectifs (Clong-Volontariat, Cnajep, Coordination Humanitaire et Développement, CRID, Forim, Groupe Initiatives) qui mènent des actions humanitaires d'urgence, d'aide au développement, de protection de l'environnement, de défense des droits humains auprès des populations défavorisées mais aussi des actions d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale et de plaidoyer.

Coordination SUD, en partenariat avec le F3E et le soutien de l'AFD, mène un projet triennal pour favoriser l'intégration du genre dans le secteur de la solidarité internationale. En 2016, une étude a permis d'identifier les acteurs et actrices impliqué-e-s, les difficultés et les bonnes pratiques en la matière. Cette étude est appelée à être complétée par des fiches benchmarking avec d'autres secteurs associatifs et d'autres pays.

Cette fiche « Pratiques et outils » est réalisée avec le soutien de l'AFD.

Les points de vue exposés dans ce document ne représentent en aucun cas le point de vue officiel de l'AFD.

